

# AGIR MAINTENANT POUR LA PAIX DURABLE AU TCHAD

Au dernier semestre 2007, le Tchad semblait être engagé dans une dynamique constructive avec la **signature d'accords** qui concrétisaient la reprise du dialogue entre le gouvernement et l'opposition démocratique d'une part et le gouvernement et l'opposition armée d'autre part.

Gouvernement, acteurs politiques et politico-armés appuyés par différents partenaires régionaux et internationaux **ont pris des engagements** pour la mise en oeuvre d'un processus politique qui **aurait du stabiliser le pays.**

Parallèlement, Union Européenne et Nations Unies se sont accordées pour le déploiement de l'Eufor et de la Minurcat, une force mixte de protection humanitaire, dans l'Est du Tchad et le Nord-Est de la Centrafrique.

Le Comité de Suivi de l'Appel à la Paix et à la Réconciliation<sup>1</sup> avait apprécié ces efforts tout en restant prudent. Compte tenu de l'expérience du Tchad en matière d'accords de paix non respectés et de la nécessité de tirer profit de cette dynamique politique, le CSAPR, relayé en cela par d'autres acteurs tchadiens, avait proposé la tenue d'une **rencontre nationale pour harmoniser les différents accords et initiatives de paix**<sup>2</sup>. Et ce notamment pour éviter un embrasement généralisé du Tchad qui était malheureusement plus que prévisible.

Aujourd'hui, après ce qu'il est convenu « la guerre de N'djamena » des 1<sup>er</sup> et 2 février dernier, de **grandes inquiétudes** s'installent au sein des populations et organisations tchadiennes ainsi que d'organisations de la société civile en Occident quant à la capacité du régime d'Idriss Déby Itno à ne pas mettre entre parenthèses tous les acquis démocratiques au profit d'un régime militaire autoritaire qui réduirait toute opposition ou voix alternative (politique, société civile) au silence.

Ces inquiétudes sont d'autant plus grandes que les **partenaires internationaux**, au premier rang desquels la France et l'Union Européenne, semblent **fermer les yeux sur ces risques** au profit d'une pseudo-stabilité d'un régime soutenu (politiquement, militairement, financièrement) à bout de bras sans considération des critères de gouvernance, démocratie, respect des libertés...

Il est donc urgent de se mobiliser maintenant en faveur **d'un processus de paix durable et globale** au Tchad qui **donnerait une voix à tous les acteurs tchadiens**, et qui serait **accompagné par les partenaires internationaux.**

---

<sup>1</sup> Réseau de 150 organisations de la société civile tchadienne qui œuvre en faveur d'un processus de paix durable. [www.initiative-paix-tchad.org](http://www.initiative-paix-tchad.org)

<sup>2</sup> [http://www.initiative-paix-tchad.org/data/File/CSAPR -  
\\_Memorandum\\_pour\\_harmonisation\\_des\\_initiatives\\_de\\_paix\\_-\\_nov\\_07.pdf](http://www.initiative-paix-tchad.org/data/File/CSAPR_-_Memorandum_pour_harmonisation_des_initiatives_de_paix_-_nov_07.pdf)

### Une crise multidimensionnelle diagnostiquée depuis des années

La crise tchadienne comporte différentes dimensions qui demandent des réponses parallèles/simultanées pour une stabilisation durable du pays :

- crise institutionnelle : la modification de la Constitution en 2005 a anéanti toute possibilité d'alternance démocratique au pouvoir (plus de limitation du nombre de mandats présidentiels), crise de succession au sein du pouvoir suivie de départs en rébellions de têtes pensantes du régime avec armes, hommes et logistique
- crise politique : absence de confiance entre acteurs politiques de l'opposition et du pouvoir, crise de confiance entre populations et leaders politiques, absence d'indépendance des députés
- crise militaire : armée non républicaine et peu professionnelle, déstabilisation réciproque du Tchad et du Soudan par rébellions interposées, circulation massive d'armes légères et de guerre même au sein de la population civile, les politico-armés représentent une menace directe à la paix alors même qu'il n'y a aucune perspective claire de négociations globales et échec des accords de 2006 avec le Fucd et de l'accord de Syrte du 25 octobre 2007
- crise sociale : grèves, mal vivre ensemble généralisé, paupérisation en dépit des revenus pétroliers. Le développement est hypothéqué au profit de « dépenses exceptionnelles de défense ». En 2006, plus de 20 milliards de Cfa ont été rapatriés au Tchad au titre du fonds pour les générations futures et la déclaration du Président Déby en fin 2006 : « connaissez-vous un pays qui soit en insécurité et qui n'achète pas d'armes pour se défendre ? » suggère fortement que cette somme a été destinée à l'achat d'armes.

### Un renforcement récent des restrictions de liberté

Depuis la fin 2007, on assiste au Tchad à une sévère restriction de la liberté de la presse pour limiter les avis et analyses contradictoires sur la situation à l'Est du pays alors même que les rébellions avaient repris leurs activités

- arrêt de Benoudjita Nadjikimo et fermeture de son journal « Notre Temps », mise sous clé de la Fm Liberté et mise aux arrêts de son directeur Lazare Djekourninga alors même que la plainte était inexistante
- mesures dissuasives à l'endroit des leaders de la société civile : Djibrine Assali, Secrétaire Général de l'UST qui s'est vu confisqué son passeport par autorités, maintenant en procès contre l'Etat suite à la grève de l'Intersyndicale, Dézoumbé de DHSF arrêté suite à un communiqué de presse suite à l'enlèvement d'un membre du contrôle d'Etat par les autorités tchadiennes
- sur fond de reprise des combats avec les politico-armés, les discours du Président de la République : « trop de liberté tue la liberté », et du Ministre de l'Intérieur à l'occasion de la fête de Tabaski en décembre : « ceux qui écriront n'importe quoi auront leurs plumes cassées » auguraient déjà une monopolisation de l'espace public et médiatique par le pouvoir

### Une mobilisation patriotique suscitée...

Des campagnes de mobilisation patriotique sont menées par le pouvoir à N'djamena et dans tout le pays à force de millions. Chaque ministre est parti en campagne avec 60 millions de CFA, la manifestation des femmes commerçantes a reçu 120 millions de CFA, celles des jeunes 100 millions, la dernière grande manifestation au Stade par la Chambre de Commerce le 25 janvier près de 200 millions Fcfa. A ces occasions, lycées et commerces fermés par la force et les élèves n'y participant pas souvent exclus de l'établissement.

Pourtant, « faute de moyens », le Tchad connaît peu d'améliorations de ses secteurs sociaux : la salle de réanimation de l'hôpital général de N'djamena compte 9 lits pour 9 millions de Tchadiens, le Tchad est classé 170<sup>ème</sup> sur 177 pays par le dernier rapport sur le développement humain...

### ... sur fond de lecture restrictive de la crise tchadienne

Le pouvoir, relayé par des partenaires internationaux dont la France et l'Union Européenne, a développé une lecture restrictive de la crise tchadienne selon laquelle le Tchad est victime d'une agression soudanaise. Dans cette logique, les politico-armés sont instrumentés par le Soudan qui souhaite propager un « Islam militant » au Tchad. Le discours officiel souligne donc la nécessité d'une mobilisation nationale contre cette agression et que tous ceux (opposition démocratique, leaders de la société civile) qui ne soutiennent pas cette logique sont considérés comme complices du Soudan. Depuis novembre 2007, les déclarations, analyses alternatives étaient fermement découragées.

Après la « guerre de N'djamena », de nombreux éléments laissent craindre le durcissement du régime vers un régime militarisé autoritaire. L'Etat d'urgence décrété le 14 janvier 2008 sur l'ensemble du territoire pour une durée de 15 jours est un facteur d'inquiétude supplémentaire quant aux libertés civiles et à la sécurité des personnes notamment des leaders de la société civile et de l'opposition démocratique.

### **Entre répressions et appels à délations : un climat invivable à N'djamena**

Depuis le départ des rebelles de la capitale, les forces de sécurité gouvernementales ont repris la ville en main souvent de manière très dure et peu respectueuse des libertés civiles. Une « chasse aux sorcières » vise particulièrement les leaders politiques de l'opposition et les membres de la société civile sur l'ensemble du territoire.

Les récentes déclarations du gouvernement selon lesquelles les « mercenaires ont quitté N'djamena mais leurs complices sont encore là, il faut donc les traquer » et que le Cameroun abrite « les traîtres et les fuyards » présagent un durcissement des restrictions de circuler, des contrôles des personnes, des perquisitions et arrestations arbitraires sous couvert de sécurité.

En outre, depuis le 16 février 2008, un appel à témoins a été lancé par le gouvernement tchadien pour dénoncer les rebelles moyennant une récompense de 300 000Fcfa (457€) ce qui laisse craindre des délations parfois injustifiées au sein de la population qui est, faut-il le rappeler, démunie.

Enfin, les espaces d'expression (presse écrite et radio, milieu associatif) sont très surveillés voire fermés, le gouvernement assimilant toute déclaration, analyse contradictoire à une accointance avec les rebelles et/ou le Soudan. Il existe donc peu de canaux pour informer les opinions des entorses aux libertés, aux droits de l'homme au Tchad en général et à N'djamena en particulier.

### **Un fossé qui se creuse encore plus entre le peuple tchadien et ses dirigeants**

Déjà laissée pour compte par le régime en place, la population tchadienne s'en éloigne encore plus et ce d'autant plus qu'elle est consciente que c'est le pouvoir qui a refusé de négocier à Massaguet et qui a donc amené la guerre dans N'djamena.

Il faut craindre que les Tchadiens auront du mal à pardonner au régime les pertes, les dégâts causés en début février et le harcèlement militaire prégnant. Dans cette logique, il faudra plus que de simples déclarations de bonnes intentions pour ramener les Tchadiens chez eux à court terme et pour mettre en œuvre un processus crédible de réconciliation populaire et en faveur d'un meilleur vivre ensemble.

### **Un capital confiance détruit entre opposition et pouvoir**

Les efforts déployés par la Commission Européenne en 2007 pour décrier le climat politique concrétisés par l'Accord du 13 août 2007 ainsi que les concessions consenties par l'opposition démocratique tombent à l'eau.

Il est à craindre qu'aucun leader d'opposition ne fasse confiance de nouveau à un processus partiel conduit par la Commission Européenne et/ou la France.

L'opposition si elle survit à cette crise risque de se radicaliser à l'image de ce qui était après la modification de la Constitution et les élections présidentielles de 2006.

### **Un régime qui sort renforcé de cette crise**

Avec la réduction au silence des oppositions et des voix alternatives, le Président Idriss Déby Itno va régner avec une main de fer sur le pays. et ce d'autant plus qu'il semble être peu redevable à la France d'avoir vaincu les rebelles.

Le gouvernement semble décidé à continuer dans une logique de recherche d'une solution militaire contre l'opposition armée, en cela aidé entre autres par les toroboros (dont le MJE). La perspective de négociations politiques globales ne semble pas d'actualité alors même que la solution définitive ne peut être que politique.

Il semble en outre qu'aucun partenaire international ne peut faire pression sur le régime du président Idriss Déby Itno :

- la France en particulier et l'Union Européenne ont besoin de l'accord du Président tchadien pour le déploiement de l'Eufor qui semble être leurs priorités premières
- le Président Tchadien ne doit pas trop sa victoire militaire à la France bien qu'elle ait joué un rôle, surtout diplomatiquement. Par ailleurs, la grâce des membres de l'Arche de Zoé rétribue déjà le Président français pour son soutien
- les ministres des Affaires Etrangères des 27 ont reconnu le 18 février qu'une sanction économique n'aurait aucun impact, le Tchad bénéficiant d'une relative autonomie grâce aux revenus pétroliers

A maintes occasions, les organisations de la société civile, tchadienne ou européenne, ont interpellés les différents partenaires internationaux du Tchad sur les risques d'embrassement de la situation et sur la nécessité de soutenir un processus de paix global qui serait basé sur une négociation entre **tous les acteurs tchadiens** ayant une influence sur la crise. Cependant, les partenaires internationaux, au rang desquels la France, l'Union Européenne et les Etats-Unis n'ont pas joué le rôle positif que les forces sociales, que les populations attendaient légitimement d'eux.

### Des acteurs internationaux focalisés sur leurs propres intérêts au détriment du Tchad et des Tchadiens

Alors même que les éléments de la crise étaient visibles et identifiés par les partenaires internationaux et régionaux, ceux-ci ont gardé un silence complice, notamment sur les restrictions des libertés de ces derniers mois. Il semble que le discours officiel de chaque pays et/ou institution est que le régime d'Idriss Déby Itno est le seul à même de maintenir une certaine stabilité de la sous région sans tenir compte de sa gouvernance interne.

En réalité, les principaux partenaires internationaux soutiennent un régime qui leur permet de défendre leurs propres intérêts au Tchad dans une stricte application de la réalpolitik.

Ainsi, la France et l'Union Européenne défendent avant tout l'organisations d'élections « crédibles » comme facteur de stabilisation du Tchad ainsi que le déploiement de l'Eufor qui doit répondre à la préoccupation première de 250 000 réfugiés et de 150 000 déplacés de l'Est du Tchad, à savoir la sécurité. La France plus particulièrement semble s'accrocher à sa base militaire qui permet de contrôler la zone Afrique Centrale.

Les USA quant à eux privilégient l'exploitation du pétrole à un moment où le prix du baril explose. Est important également pour eux l'accès aux réfugiés du Darfour, le gouvernement américain étant fortement critiqué par son opinion pour sa gestion de cette crise. Enfin, dans la lutte contre le terrorisme et l'islamisme, le Tchad leur apparaît comme le dernier rempart contre « l'Islam militant soudanais » et la Libye « terroriste ».

### Une incapacité à dépasser un discours qui a montré ses limites depuis 40 ans

Alors même que les Nations Unies et l'Union Africaine se sont prononcées en faveur d'un dialogue national inclusif, relayant ainsi la voix de la société civile tchadienne, la France et la Commission Européenne ont toujours refusé l'idée d'inclure des politico-armés dans des négociations globales pour la paix. Ceux qui en Côte d'Ivoire ou en République Démocratique du Congo sont des acteurs essentiels d'un processus de paix sont relégués au Tchad au rang de hors-la-loi ou de mercenaires à la solde du régime soudanais dont la nouvelle force de frappe militaire tchadienne viendrait facilement à bout.

Pourtant, depuis 40 ans, les politico-armés représentent un facteur déstabilisants pour le Tchad et la gestion de ce problème a toujours fait l'objet de négociations partielles voire partiales qui n'ont jamais abouti à des solutions durables, juste à un partage de pouvoir et/ou des ressources.

Dans cette logique, France et Commission Européenne estiment qu'un processus électoral et politique crédible permettra de régler durablement les crises tchadiennes, les questions sécuritaires (formation armée républicaine, récupération des armes légères et de guerre en circulation...) étant laissées en suspens tout comme celle liée à la réconciliation nationale populaire.

Devant l'échec de cette politique, la France en particulier se montre incapable de proposer une autre stratégie de sortie de crise et de stabilisation durable du Tchad.

la France et la Commission Européenne se sont décrédibilisées comme acteur de paix, de stabilisation :

### Décrédibilisation de la France et de l'Union Européenne comme acteur de paix au Tchad

- en ne soutenant pas publiquement ni fortement le processus issu de l'Accord du 13 août 2007 alors même que le régime le freinait au profit de la gestion des politico-armés
- en ne faisant pas pression sur le régime Déby pour qu'il accepte des négociations telles que proposées par les politico-armés à Massaguet mais en le soutenant au contraire dans sa logique militaire voire guerrière.
- en soutenant, d'une manière ou d'une autre, l'armée tchadienne alors même que ses équipements détruisaient une partie de la capitale et faisaient de nombreuses victimes civiles

*La question aujourd'hui est de savoir comment il est possible de construire une démocratie, une nation au Tchad avec le Président Idriss Déby Itno alors même qu'il va régner en maître sur le pays, sans opposition politique et avec des leaders de la société civile qui n'auront assurément pas l'espace de lutter, de reconstruire quelque chose, avec quel apport des partenaires internationaux et régionaux.*

Ainsi que l'a toujours préconisé le CSAPR et la société civile tchadienne en général, la solution ne peut être que politique et doit permettre aux différents acteurs de la crise, sans exclusion, de se retrouver, pour définir ensemble un

**Pacte national :**

- qui définisse un projet de société bâti en relation avec les préoccupations des populations en terme de développement, de paix, de sécurité
- qui propose une feuille de route vers la paix qui tienne compte des enjeux électoraux, sécuritaires, populaires
- et qui confère un rôle précis (accompagnement et sécurisation du processus) aux partenaires internationaux.

A cet effet, il est urgent que des voix s'élèvent en ce sens pour favoriser l'arrêt des affrontements, pour éviter que les rancœurs ne s'agrandissent et que la perspective d'une paix durable ne soit hypothéquée pour de bon.

Dans cette perspective, les organisations de la société civile tchadiennes et européennes demandent :

Au gouvernement français :

- de demander au Président Idriss Déby de suspendre l'Etat d'urgence et les abus qu'il engendre en matière de restrictions des libertés civiles
- de dénoncer le cas échéant les abus des forces de sécurité et les menaces à la sécurité des leaders politiques et des militants de la société civile
- de se prononcer sur la stratégie de sortie de crise qu'elle envisage pour le Tchad
- de conditionner sa coopération politique, diplomatique, financier, militaire à l'acceptation par le Président d'un processus global de paix incluant les politico-armés

A l'Union Européenne et à ses pays membres

- de conforter l'appel des 27 Ministres des Affaires Etrangères en faveur d'un règlement négocié de la crise
- de déléguer une mission d'enquête sur la disparition des leaders politiques et la mise en danger des acteurs de la société civile en particulier, plus généralement sur la situation des libertés civiles au Tchad
- de soutenir l'idée d'un processus global de sortie de crise négocié et global au Tchad incluant les politico-armés
- d'appeler les belligérants à une cessation immédiate des hostilités en vue de ces négociations
- de dessaisir la France du dossier Tchad au sein des institutions européennes et développer leurs propres analyses de la situation et des réponses à apporter
- de prendre en main le déploiement de l'Eufor en mettant en œuvre une démarche réellement multilatérale
- de renforcer le mandat de l'Eufor dans le cadre d'une sécurisation d'un processus de paix global
- d'accompagner et de sécuriser un processus de sortie de crise globale tel que réclamé par la société civile tchadienne depuis des années

Aux Nations Unies, à l'Union Africaine

- de dénoncer les conséquences de l'Etat d'urgence sur les libertés civiles, les droits humains et en demander la levée immédiate
- d'appeler à la mise en œuvre d'un processus de paix global au Tchad incluant les politico-armés
- de soutenir, d'accompagner un processus de paix global basé sur les enjeux de stabilité du Tchad